

A Paris, un « pañuelazo » en solidarité avec les Argentines en lutte pour le droit à l'VG

lundi 28 décembre 2020, par [Alerta feminista](#) (Date de rédaction antérieure : 28 décembre 2020).

Le 29 décembre, le projet de loi pour l'interruption volontaire de grossesse sera voté au Sénat argentin pour la deuxième fois. Dans un vote sans doute serré, notre présence dans les rues est fondamentale pour qu'ils sachent que nous sommes des millions à ne pas vouloir être incapables de choisir notre vie, nos projets et nos désirs.

L'Amérique latine est une des régions où les législations sur les droits sexuels et reproductifs sont les plus meurtrières : dans presque tous les pays (sauf Cuba, Uruguay, Guyane, Guyane Française et Porto Rico), l'avortement est soit complètement illégal, soit autorisé sous certaines conditions - qui ne sont pas toujours respectées par la justice, les professionnel.le.s de la santé ou le système politique.



Cependant, l'avortement est une réalité dans le monde entier. Le manque d'accès à une éducation sexuelle, à des méthodes de contraception et aux avortements sûrs nous oblige à avorter dans des conditions qui mettent nos vies en péril. Les personnes qui n'ont pas accès aux réseaux de soutien et information ni les moyens économiques sont obligées d'avorter d'une manière totalement précaire, généralement en brisant le sac amniotique avec un élément tranchant, ce qui peut générer des infections extrêmement dangereuses. Ainsi, aujourd'hui, les avortements sont la troisième cause de mortalité des femmes, notamment les plus pauvres, ce qui fait de l'avortement un privilège de classe.

En Argentine, la loi autorisant l'avortement date de 1921 et ne le permet qu'en cas de viol ou de risque de mort pour la femme. Bien que le projet de loi visant à légaliser l'avortement en Argentine, qui a maintenu toute l'Amérique latine en suspens, ait été rejeté par le Sénat le 9 août 2018, la lutte pour le droit de décider a acquis une force internationale et intergénérationnelle imparable, qui réclame non seulement l'avortement légal, mais la séparation de l'Église et l'État.

Depuis des décennies, des camarades féministes argentines débattent sur la question de

l'avortement et les conséquences de son statut juridique actuel sur la vie et la santé des femmes et des personnes gestantes. Comme les militantes le répètent inlassablement, la légalisation de l'avortement est une dette de la démocratie.

Depuis 2007, lorsque le projet de loi visant à légaliser l'avortement a été présenté pour la première fois au Congrès national, la Campagne nationale pour le droit à un avortement légal, sûr et gratuit, une alliance fédérale large et diversifiée qui articule et couvre une partie de l'histoire des luttes pour le droit à l'avortement dans ce pays, a présenté le projet de loi huit fois au Congrès national, qui ne l'examinera qu'en 2018, en adoptant le projet à la Chambre des députés, mais en le rejetant au Sénat.

Après plus de 15 ans de lutte et organisation des femmes, le 29 Décembre le droit à l'avortement sera discuté au sénat pour la deuxième fois.

Soutenu par la force de la lutte massive des femmes et des adolescentes qui ont manifesté dans les rues les dernières années, en ouvrant le débat à toute la société et en teignant les lycées, les rues et les lieux de travail en vert, l'avortement n'a jamais été aussi proche d'être une loi.

Cette loi est indispensable pour que les personnes ayant la capacité de gestation puissent avoir accès à un droit humain fondamental, celui de décider de leur corps. La criminalisation de l'avortement nous offre soit l'obligation d'une maternité non choisie, soit le danger d'un avortement clandestin dans des conditions qui mettent nos vies en péril.

Nous n'allons pas accepter cette situation de mépris.

Nous soutenons de toutes nos forces la lutte des Argentines pour la légalisation de l'avortement, et toutes les combattantes qui réclament le même droit en Amérique latine et dans le monde entier.

Nous refusons l'injonction à la maternité nourrie par l'idéologie dominante.

Nos corps et nos vies nous appartiennent ainsi que le droit à décider !

Nous organisons un pañuelazo en solidarité avec les femmes argentines.

Message de Alerta feminista

P.-S.

- Entre les lignes entre les mots. Publié le 28 décembre 2020 : <https://entreleslignesentrelesmots.blog/2020/12/28/message-de-alerta-feminista/>